

# LETTRE DE MISSION



**GOUVERNEMENT**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

*Le Ministre  
des Solidarités et de la Santé*

Inspection générale des affaires sociales

**29 MARS 2021**

*La Ministre  
de l'Enseignement supérieur,  
de la Recherche et de l'Innovation*

*Paris, le 25 MARS 2021*

L'accord du Ségur de la santé relatif à la fonction publique hospitalière (FPH), signé le 13 juillet 2020, a prévu le lancement d'une mission assortie d'un plan d'actions sur la formation, et particulièrement sur le développement de la formation continue et de la formation dite promotionnelle. Les partenaires forment unanimement le souhait que des freins soient levés afin que la formation soit un levier pour une meilleure réponse des établissements à leurs missions.

L'appareil de formation, que celle-ci soit initiale ou continue, est soumis à des mutations organisationnelles (universitarisation, modularisations, passerelles, suppression de concours pour les aides-soignants...), à des tensions dues autant à l'évolution des besoins en qualifications (métiers émergents, évolutions des organisations sanitaires, nouvelles compétences techniques à acquérir, nouvelles attentes des usagers, etc), qu'au manque d'attractivité du secteur et à des difficultés de recrutement propres à certains métiers « en tension », voire à certaines zones géographiques.

Malgré une contribution significative de la part de l'employeur public, la formation continue des personnels des établissements sanitaires, sociaux et médico-sociaux reste subordonnée à des freins, notamment financiers et organisationnels, fréquemment évoqués.

Les études promotionnelles (EP) correspondent à un dispositif réglementé spécifique à la FPH qui permet à des agents, via une reprise d'études, d'évoluer professionnellement au sein de leur établissement. Ce dispositif, qui concerne principalement des progressions d'une profession paramédicale à une autre, doit aujourd'hui s'articuler avec l'universitarisation des professions paramédicales (Parcoursup, la modularisation, le développement des passerelles, etc.) tout en déclinant la politique de gestion prévisionnelle des emplois et compétences des établissements. L'ANFH en assure la gestion mutualisée alimentée par une cotisation obligatoire des établissements publics sanitaires, sociaux et médico-sociaux.

La validation des acquis de l'expérience (VAE) est encouragée mais encore trop peu ouverte (5 diplômes éligibles) et trop peu utilisée pour la promotion professionnelle étant donné que les contraintes administratives peuvent être perçues comme trop complexes.

Le développement professionnel continu (DPC), qui concerne l'ensemble des professionnels de santé, contribue de manière majeure à la formation continue. Son articulation avec les autres dispositifs existants et particulièrement avec les logiques managériales des établissements est à examiner.

Madame Nathalie DESTAIS  
Cheffe de l'Inspection générale des  
affaires sociales

Madame Caroline PASCAL  
Cheffe de l'Inspection générale de l'éducation,  
du sport et de la recherche

14 avenue Duquesne – 75350 PARIS SP 07

21 rue Descartes – 75231 PARIS Cedex 05

La mission qui vous est confiée consistera à réaliser un diagnostic et des propositions qui devront être rendus à échéance de 5 mois à réception de la présente lettre de mission, et feront l'objet d'échanges approfondis avec nos services à l'issue du premier mois, pour confirmer les orientations de travail de la mission. Ce rapport servira de socle à l'élaboration d'un plan d'actions national sur la formation, lui-même finalisé avant le 31 décembre 2021. Le rapport de votre mission aura pour objet de :

- Dresser un état des moyens à la disposition des établissements de la FPH pour accompagner le développement des compétences et les parcours des personnels ; analyser les freins éventuels et proposer une organisation optimale ; un focus particulier sera fait sur l'accès de la catégorie C ;
- Etablir un bilan qualitatif du dispositif en vigueur pour les études promotionnelles et formuler des propositions afin d'articuler ce dispositif avec les évolutions liées à l'universitarisation, afin d'en faciliter l'accès et de sécuriser leur financement ; des modalités pour une meilleure gestion des candidatures (priorisation des « faisant-fonction », appui à la préparation, etc.) et un meilleur accompagnement des étudiants pour faciliter leur parcours, éviter les redoublements (tutorat, etc.) sont attendues ;
- Analyser les éventuels besoins d'adaptation ou de simplification des circuits de financement de la formation continue en lien avec l'ANFH, Régions de France et les universités selon les certifications visées ;
- Proposer des méthodes et outils pour mieux répondre aux besoins d'effectifs sur des professions, des types d'établissements, voire des zones géographiques spécifiques en articulation avec les objectifs annoncés dans le Ségur, notamment sur la pratique avancée et les aides-soignants ;
- Déterminer quels pourraient être les voies et moyens d'une meilleure mobilisation et d'une facilitation du recours à l'apprentissage, s'agissant tout particulièrement de l'accès aux emplois en tension ;
- Identifier les modalités nécessaires au développement de passerelles destinées à faciliter les mobilités interprofessionnelles, notamment la possibilité de valider des compétences pour l'obtention de formations qualifiantes, en particulier pour les personnels les moins qualifiés ;
- Examiner l'opportunité d'un recours accru à la VAE ou à la validation des acquis professionnels (VAP), proposer un ou plusieurs modèles de simplification de la VAE (VAE hybride, autres) et d'accompagnement des candidats, en vue d'un accès plus rapide à la certification ;
- Réaliser une étude d'impact (budgétaire, juridique, etc.) de ces différentes propositions et les modalités de mise en oeuvre.
- Examiner, enfin, l'hypothèse d'une adhésion obligatoire des établissements à l'ANFH.

Pour la conduite de cette mission, vous pourrez notamment vous appuyer sur les services de la direction générale de l'offre de soins et la direction générale de la cohésion sociale, des pôles formation-certification-emploi des directions régionales de la jeunesse, des sports et de la cohésion sociale et ceux des Ministères de l'Enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation, de l'Education nationale, de la jeunesse et des sports, et prendre l'attache de l'Association nationale pour la formation permanente du personnel hospitalier (ANFH), des Agences régionales de santé et de l'Agence nationale du Développement Professionnel Continu (ANDPC).

Nous vous prions d'agréer, Madame la cheffe du service de l'Inspection générale des affaires sociales, Madame la cheffe du service de l'Inspection générale de l'éducation, du sport et de la recherche, l'expression de notre considération distinguée.



Olivier VÉRAN



Frédérique VIDAL